

## KOSOVO : VRAIES ET FAUSSES RAISONS D'UNE GUERRE

MARC-ANTOINE COPPO

Ce texte est une adaptation d'un article paru dans *Junge Welt* en mars 2004.

Le 24 mars 1999, pour la première fois depuis sa création en 1949, l'OTAN déclenchait une vaste opération de guerre. Ce fut aussi la première fois depuis 1945 que des forces européennes bombardèrent un Etat souverain, la République fédérale de Yougoslavie, qui ne menaçait d'ailleurs aucun pays voisin. Cette décision fut qualifiée de « devoir moral » par le secrétaire général de l'OTAN de l'époque, Javier Solana : « *Nous devons empêcher un régime autoritaire de continuer à réprimer son peuple en Europe* » expliqua-t-il au lendemain du déclenchement des frappes, pour justifier une intervention armée sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>1</sup>.

### Des négociations en trompe-l'oeil

Pourtant, quelques semaines plus tôt, lors des pourparlers qui s'étaient tenus à Rambouillet à l'initiative conjointe de la France et de la Grande-Bretagne, le régime de Slobodan Milosevic avait explicitement accepté de reconnaître une large autonomie au Kosovo : la province aurait ainsi été dotée, à l'issue d'élections libres, d'un gouvernement autonome, d'une assemblée, d'un président, d'une justice et de forces de police spécifiques. L'esprit de conciliation de la direction yougoslave qu'on avait déjà vu s'exprimer en 1995 lors des négociations de Dayton<sup>2</sup>, se heurta cette fois à deux obstacles insurmontables : d'une part l'obstination de la partie albanaise à vouloir organiser sous trois ans un référendum ouvrant la voie vers l'indépendance de la province (une revendication inacceptable pour les Serbes) ; d'autre part, l'entêtement des grandes puissances occidentales à vouloir imposer sur le territoire du Kosovo et dans l'ensemble de la République yougoslave la présence de forces de l'OTAN, afin, disaient-elles, de veiller à l'application des accords (présence à laquelle on savait fort bien que Belgrade s'opposerait). Et ce fut le refus d'une forme d'occupation à peine déguisée qui fut considéré par l'Alliance atlantique comme un casus belli<sup>3</sup>, sabotant ainsi délibérément toute perspective de règlement diplomatique, en rejetant l'échec des négociations sur le *seul* gouvernement serbe.

### Une punition

Cette intervention de l'OTAN a, par la façon dont elle a été conduite, inauguré une guerre d'un nouveau type. Jamais dans l'histoire militaire, aucun affrontement n'avait

---

1. Cf. *Le Monde* du 25 mars 1999

2. Cf. Richard Holbrooke, *To end a war*, Random House, New York, 1998.

3. Cf. Paul-Marie de La Gorce : « Histoire secrète des négociations de Rambouillet », *Le Monde diplomatique*, mai 1999.

été dirigé comme l'a fait le général Wesley Clark, alors commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe (SACEUR). Après 78 jours de bombardements aériens intenses, effectués la plupart du temps à très haute altitude, accompagnés de tirs de missiles de croisière à partir de navires positionnés en mer Adriatique, et alors que le nombre de missions aériennes a dépassé les 25000, les pertes matérielles et humaines de la coalition ont été quasiment insignifiantes. Dans le même temps, les bombardements de l'OTAN ont causé directement la mort d'au moins 500 civils<sup>4</sup>.

Le rapport des forces militaires est apparu tellement inégal entre l'OTAN et la Yougoslavie qu'il est presque impropre d'employer le terme de guerre. C'est plutôt d'une véritable punition dont il faudrait parler. Durant ces deux mois, les destructions matérielles subies par la Yougoslavie ont en effet été considérables. Les infrastructures militaires et industrielles (dont les centrales électriques) ont été sérieusement endommagées ou rendues inutilisables, de même que les principales voies de communication (dont les ponts, les chemins de fer et les autoroutes). Les conséquences sur l'environnement de la destruction de certains sites sensibles (notamment le complexe pétrochimique de Pancevo près de Belgrade et les usines Zastava à Kragujevac) ont été particulièrement graves, comme le confirmera un rapport accablant du centre de recherche américain Institute for Energy and Environmental Research, paru fin 2002<sup>5</sup>. Selon certaines confidences émanant de généraux américains, la Serbie aurait ainsi été délibérément ramenée plusieurs décennies en arrière.

### **Humilier la Russie**

Tout au long de l'opération, les Etats-Unis s'ingénierent à humilier diplomatiquement la Russie, pays qui était pourtant considéré depuis deux siècles comme un acteur incontournable de la géopolitique des Balkans, en torpillant systématiquement toutes les initiatives de paix visant à obtenir une suspension immédiate des bombardements<sup>6</sup>. Le général Clark faillit même déclencher un incident aux conséquences imprévisibles lorsque, le 12 juin, il donna l'ordre (heureusement non exécuté) au général britannique Jackson commandant la KFOR d'empêcher un détachement russe venu de Bosnie de prendre le contrôle de l'aéroport de Pristina. Toutes ces manœuvres s'inscrivaient dans une stratégie globale visant à écarter toute influence de la Russie dans cette partie de l'Europe qui aurait pu lui donner un nouveau rôle important sur le continent. Les Etats-Unis lancèrent également un sérieux avertissement à la Chine en bombardant (officiellement « par erreur ») son ambassade à Belgrade. En outre, le Kosovo aura fourni à l'OTAN l'occasion d'expérimenter son nouveau concept stratégique quelques semaines avant son adoption officielle à Washington : élargir et renforcer la communauté des « Etats démocratiques ».

### **Un obstacle à écarter**

---

4. Spécialiste des Balkans et directeur du Center for Russian and East European Studies de l'Université de Pittsburgh, Robert Hayden observe que « les pertes parmi les civils serbes durant les trois premières semaines de la guerre ont été plus élevées que la totalité des victimes des deux côtés au Kosovo durant les trois mois qui ont précédé cette guerre et qui, pourtant, sont censés avoir été une catastrophe humanitaire ».

5. Cf. <http://www.ieer.org/reports/bombing/pbwh.pdf>

6. Cf. Evgueni Primakov, *Au coeur du pouvoir*, Editions des Syrtes, Paris, 2002.

Du côté de l'Union européenne, si des critiques feutrées se firent jour concernant la manière particulièrement brutale dont l'opération fut menée (généralement accompagnées des sempiternelles jérémiades sur « l'incapacité de l'Europe à agir militairement sans le soutien des Etats-Unis »), les fondements politiques de l'opération étaient naturellement partagés avec le gouvernement américain. Par l'indépendance dont il avait toujours fait preuve, le régime yougoslave de Slobodan Milosevic apparaissait aussi bien aux yeux de Bruxelles que de Washington comme un obstacle sur la voie de l'intégration des pays balkaniques dans l'espace économique et politique euro-atlantique. L'entière responsabilité de la crise - tant dans ses origines que dans son déroulement - lui sera donc attribuée. Ainsi, dans sa « déclaration sur le Kosovo » de mars 1999, la présidence du Conseil européen prenait bien soin de souligner que « [sa] politique n'est pas dirigée contre la population yougoslave ou serbe. Elle vise l'attitude irresponsable de ses dirigeants et de son président M. Milosevic ». Et une fois les opérations militaires terminées, dans un « message au peuple de la République fédérale de Yougoslavie », l'UE prétendra que « la responsabilité de l'isolement actuel de la RFY incombe entièrement à M. Milosevic et aux autres dirigeants qui ont été inculpés par le Tribunal pénal international pour crimes contre l'humanité », tout en se déclarant « prête à soutenir ceux qui, en Serbie, s'engagent pour un changement démocratique ». De fait, elle mit en place et soutint des forces politiques qui lui furent entièrement dévouées avant de déplorer que les électeurs serbes s'en détournent massivement lors des élections législatives de décembre 2003<sup>7</sup>

### **Une mosaïque de micro-entités ethniques antagonistes**

Les dirigeants occidentaux ne se sont donc pas privés d'instrumentaliser la volonté des partisans d'une grande Albanie de parvenir, par la violence, à l'unification progressive de toutes les terres albanophones dans un même Etat ethnique, dans le but inavoué de renverser le régime de Slobodan Milosevic par une intervention « humanitaire ». Ce que viendront confirmer les développements ultérieurs du conflit dans le sud de la Serbie, en Macédoine, et au Kosovo même, où plusieurs centaines de milliers d'habitants non-albanais furent contraints de trouver refuge en Serbie, malgré la présence sur place de plus de 20 000 soldats de la KFOR censés les protéger, et où les violences n'ont jamais cessé<sup>8</sup>. Mais la perspective d'une mosaïque de micro-entités ethniques antagonistes est-elle au fond si éloignée de l'essence même de l'intégration européenne ?

---

7. Cf. « Serbie : L'Europe s'inquiète de la poussée nationaliste », *Le Monde* du 31 décembre 2003.

8. Ces violences ont culminé en mars 2004 marqué par de sanglantes émeutes accompagnées de pogroms anti-serbes. Sur la faillite de la KFOR à protéger les populations non-albanaises, voir le rapport de Human Rights Watch : <http://hrw.org/reports/2004/kosovo0704/>